

Retraites : un projet de loi inacceptable !

Relèvement de l'âge légal de la retraite, baisse des pensions par le report de l'âge de décote, allongement de la durée de cotisations nécessaire pour une retraite à taux plein, ... les « solutions » du gouvernement ne s'en prennent qu'à une seule classe sociale, celle des travailleurs/ses. Salarié-e-s en activité, en retraite, au chômage, jeunes en formation : nous devrions payer une crise qui n'est pas la nôtre, mais bien celle de leur système capitaliste. Secteurs public et privé, nous sommes tous concerné-e-s !

Nous avons des propositions, car d'autres choix sont possibles

L'âge de la retraite, le niveau des pensions, le nombre d'années de cotisation, ne sont ni le résultat d'un calcul démographique, ni l'expression d'un équilibre économique neutre, ce sont des choix politiques.

- ➔ Maintien de l'âge actuel de départ en retraite
- ➔ Départ anticipé pour les travaux pénibles
- ➔ 37,5 annuités de cotisation pour une retraite à taux plein
- ➔ Maintien des régimes spéciaux
- ➔ Indexation des pensions sur les salaires
- ➔ Pas de retraite inférieure au SMIC

- ➔ 212 milliards d'euros de bénéfices pour les entreprises françaises du CAC 40 entre 2007 et 2009
- ➔ 3 milliards par an de « niches fiscales » réservées aux 1% plus riches
- ➔ 15 milliards d'exonérations de cotisations sociales (stock options, intéressement, mesures « pour l'emploi »)
- ➔ 36 milliards de dividendes distribués aux actionnaires des entreprises du CAC 40 en 2009
- ➔ Entre 2004 et 2007, les 0,01% les mieux payé-e-s ont gagné 40% de plus

C'est possible !

De l'argent, il y en a !

Pour obtenir :
le retrait de ce projet de loi
une amélioration de la protection sociale de tous
Il faut construire la grève générale dans tout le pays.

Le 7 septembre, débute l'examen du projet de loi au Parlement

Grève et manifestations partout en France
à l'appel de tous les syndicats

Eric Woerth, ministre du Travail, assure l'avenir de ses riches ami-e-s, Bettancourt et compagnie ...

Occupons-nous de notre avenir à nous, de nos retraites !

L'Union syndicale Solidaires a proposé qu'une suite rapide à cette journée du 7 soit décidée unitairement. Cela n'a été retenu par aucune des autres organisations syndicales lors de la rencontre du 23 août, mais **l'intersyndicale se réunira dès le 8 septembre** pour « décider des suites unitaires à donner rapidement à la mobilisation ». D'ici là, réussissons le 7, débattons des suites, organisons-nous pour gagner !

Je veux renforcer le syndicalisme Solidaires !

Nom, prénom :

Entreprise :

Contact (adresse, téléphone, mail) :

A retourner à Solidaires 144 boulevard de La Villette 75019 Paris